

Pour la révolution socialiste mondiale

Le capitalisme a fait son temps

Le capitalisme est en déclin depuis qu'il est entré dans sa phase impérialiste. Cela s'est manifesté en Europe par la guerre de 1914 (à laquelle ont mis fin les révolutions russe de 1917 et allemande de 1918) et en Amérique par la crise économiques de 1929.

L'environnement de l'espèce humaine se dégrade à cause de la recherche du profit qui est le moteur du capitalisme. Le climat est perturbé par l'émission des gaz à effet de serre (CO₂, CH₄...). La nature sert de dépotoir au capital, de multiples pollutions évitables affectent la santé des humains. Des espèces disparaissent chaque année. Les grands groupes capitalistes accaparent des terres agricoles et minières au détriment des paysans travailleurs et de l'environnement.

La crise capitaliste frappe à l'échelle mondiale en 2007-2009. Des crises plus localisées affectent le Brésil, l'Argentine, la Russie... La Grèce s'enfonce dans la dépression. La reprise mondiale de 2009 s'est faite au détriment des exploités, les gouvernements et les banques centrales ayant sauvé, dans chaque pays et chacun pour soi, leurs grands groupes financiers et industriels. Les capitalistes, leurs États, avec la complicité des partis « réformistes » et des bureaucraties syndicales ont intensifié le travail, précarisé l'emploi, flexibilisé les salaires et le temps de travail, diminué les prestations sociales, ajouté l'exploitation par les loyers et les intérêts bancaires à celle sur les lieux de travail.

Faute de destruction du capital significative, la croissance économique est faible, les échanges internationaux ont cessé de s'intensifier (ils croissent moins vite que la production), le chômage mondial augmente (l'emploi croît moins vite que la population active), la spéculation financière perdure. Si la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens...) grossit en nombre, la part des salaires dans la production baisse et les inégalités s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres. Même les pays capitalistes les plus avancés rejettent durablement une partie de leur population de l'emploi, ferment leurs frontières aux migrants, sont incapables d'assurer un toit à tous. Des centaines millions de personnes s'entassent dans la misère et l'incertitude dans les camps de réfugiés des pays dominés, dans les bidonvilles et les favelas de leurs métropoles.

La subordination militaire aux États-Unis (OTAN), la pression de la Russie sur l'Ukraine, l'étranglement de la Grèce par les bourgeoisies allemande et française, la sortie de la Grande-Bretagne, la fronde des États d'Europe centrale fragilisent l'Union européenne. Les bourgeoisies européennes se révèlent incapables, comme le marxisme l'avait prévu voici un siècle, d'unifier pacifiquement l'Europe.

Le capitalisme mène à la barbarie

Les rivalités entre puissances impérialistes s'intensifient : les États-Unis s'appuient sur leur supériorité militaire pour tenter de conserver l'hégémonie alors que la Russie leur résiste et que la Chine veut un repartage du monde. Les États espionnent leur population et rognent les libertés démocratiques. Les budgets militaires et les achats d'armement explosent et les États dotés de l'arme nucléaire se multiplient (Pakistan, Israël...). Le nouvel impérialisme chinois militarise la mer de Chine contre les vieux impérialismes japonais et américain. Les puissances occidentales et russe s'affrontent indirectement en Ukraine et en Syrie.

Israël, avec l'appui des États-Unis, étrangle les « territoires » de la Palestine qui lui échappent, détruit régulièrement la bande de Gaza et étend la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem. La guerre ravage toujours l'Ukraine, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak et le Yémen. La famine touche le Nigeria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen. Des dizaines de millions de personnes sont déplacées dans leur pays, des millions tentent d'en échapper au péril de leur vie (des centaines meurent chaque année à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, des milliers en mer Méditerranée...). Les migrants illégaux sont partout réduits à la surexploitation, voire à l'esclavage.

Partout, la classe dominante cherche des exutoires à la précarité et à la misère que sa domination engendre en désignant comme boucs émissaires les réfugiés, les travailleurs originaires d'autres pays, les minorités ethniques ou religieuses. Les élections de Trump aux États-Unis, après celles de Duterte aux

Philippines et d'Orbán en Hongrie, illustrent la montée généralisée du protectionnisme et de la xénophobie.

La perspective du socialisme a reculé dans les masses, à cause de l'oppression des travailleurs dans les États qui se prétendaient socialistes (de Cuba de Fidel Castro au Cambodge de Pol Pot) et de la restauration du capitalisme opérée en 1989-1993 (en Europe centrale, en Russie, en Chine, au Vietnam...) par les bureaucraties usurpatrices et privilégiées qui se prétendaient communistes.

Dans tous les pays, l'obscurantisme revient en force dans l'idéologie et la politique, en particulier sous la forme du fondamentalisme religieux. Cette régression s'opère au détriment de la recherche scientifique, des autres religions et des athées, des droits des femmes, de la liberté sexuelle, du patrimoine archéologique, de la création artistique, de l'enseignement... Partout, des mouvements politiques nationalistes, xénophobes, fondamentalistes ou fascistes menacent le mouvement ouvrier, les libertés démocratiques et les minorités ethniques, religieuses et sexuelles.

Dans le monde, des millions de femmes sont excisées, mariées contre leur gré, violées et assassinées ; y compris dans les pays les plus avancés, le droit à l'avortement est incomplet et menacé.

Pour le socialisme mondial

Pourtant, l'état des sciences et des techniques ainsi que les moyens de production et de transport permettraient de satisfaire les besoins élémentaires de toute l'humanité. Les rapports de production capitaliste, après avoir permis le développement des forces productives grâce à l'industrialisation et à l'internationalisation, sont devenus un frein.

Heureusement, le capitalisme a engendré aussi une nouvelle classe révolutionnaire. La classe des travailleurs contraints de vendre leur force de travail au capital est la seule capable aujourd'hui de lever les obstacles au progrès historique et de mener la transition à un mode de production supérieur, le socialisme-communisme, où les producteurs associés, maîtres des moyens de production, définiront à l'avance la création et la répartition des richesses.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire

La classe ouvrière des ouvriers, des employés et des techniciens doit prendre la tête de toutes les classes intermédiaires et semi-exploitées (paysans, fonctionnaires, cadres, revendeurs, etc.) et de tous les opprimés de la société pour arracher le pouvoir à la minorité des capitalistes.

La classe dominante n'est pas seulement représentée par ses partis et les organisations patronales. Elle repose sur la propriété des entreprises et des médias de masse. Sa domination est renforcée par l'État, le système scolaire et universitaire, le clergé, les économistes libéraux ou keynésiens. Par conséquent, il faut exproprier le grand capital et détruire l'État pour en venir à bout.

En disposant du surproduit social et de l'État, la bourgeoisie a réussi à corrompre et intégrer les appareils des organisations de masse de la classe ouvrière. Les appareils syndicaux acceptent de négocier les attaques contre les acquis antérieurs des salariés et ils n'y opposent que des simulacres de résistance comme les appels aux élus des partis bourgeois ou les grèves d'une seule journée. Les partis ouvriers bourgeois d'origine travailliste, social-démocrate ou stalinienne font croire que l'État bourgeois peut gérer le capitalisme et être mis au service des travailleurs. Mais quand ils accèdent au gouvernement, ils défendent le capital national au détriment du travail et ils renforcent l'appareil répressif de l'État bourgeois (SACP en Afrique du Sud, Syriza en Grèce, PT au Brésil, PS en France, SPD en Allemagne, SPO en Autriche, PS en Belgique, PSC et PCC au Chili...). Par conséquent, la victoire de la révolution impose de combattre et déjouer le rôle des agences de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Or, les courants centristes (qui n'ont pas dépassé le mao-stalinisme ou qui révisent le programme léniniste-trotskyte) refusent de combattre les bureaucraties « réformistes » politiques et syndicales.

Les sociaux-patriotes et les centristes, quand ils avancent des revendications, les séparent de l'essentiel du programme communiste. Les opportunistes redoutent ce qui permettrait d'arracher les revendications et de garantir les conquêtes : la grève générale, la constitution et la centralisation d'organes de lutte ouvrière et populaire, l'autodéfense contre la police et les fascistes, la destruction de l'appareil répressif d'État, la dictature du prolétariat.

Aucune élection ou référendum ne peut suffire à la majorité pour prendre le pouvoir à la minorité. Autrement dit, il faut une révolution sociale menée par les travailleuses et les travailleurs comme la Commune de Paris en 1871 et les soviets de Russie en 1917. L'insurrection sera d'autant moins coûteuse pour les masses, la phase de transition au socialisme (la dictature du prolétariat) sera d'autant plus courte et démocratique que les exploités seront déterminés et que les exploités seront isolés internationalement.

La leçon positive de la révolution de Russie de 1917 (et négative des révolutions de Tunisie, d'Égypte, de Syrie de 2011-2012) est qu'il faut que la classe ouvrière en prenne la tête. Pour cela, elle a besoin d'une stratégie, d'un programme, d'un parti. Il faut renouer avec le marxisme, reconstruire une internationale communiste, rassembler dans chaque pays l'avant-garde et en faire un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, liant toute lutte des exploités et des opprimés à la perspective du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de son État, de la prise du pouvoir par les producteurs.

Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous :

Fermeture de toutes les bases impérialistes ! Arrêt des interventions militaires au Mali, au Yémen, en Syrie, en Irak ! Liberté de circulation et d'établissement des réfugiés, des travailleurs et des étudiants !

Ni libéralisme, ni étatismisme ! Ni protectionnisme ni libre-échange ! Expropriation des grands propriétaires fonciers et des groupes capitalistes ! Plan de production décidé par toute la population !

Défense des libertés démocratiques ! Droit pour les nationalités opprimées de se séparer ! Séparation complète de la religion et de l'État ! Désarmement des corps de répression et licenciement de l'armée professionnelle !

Indépendance des syndicats d'avec l'État et les partis bourgeois ! Création d'organes démocratiques de lutte ! Gouvernement des travailleurs basé sur ces organes dans chaque pays ! Fédération socialiste mondiale !